



La Libération, Pas la Répression : Macron Doit Commencer à Écouter les Peuples Autochtones de Kanaky-Nouvelle-Calédonie

DÉCLARATION AUX MÉDIAS

5 juin 2024.

Le peuple de Kanaky-Nouvelle-Calédonie s'est exprimé, affirmant une fois de plus que toute tentative de déterminer la relation future entre la France et le territoire, par la force et sans son peuple, ne sera jamais acceptée.

L'Alliance des Organisations Non Gouvernementales Régionales du Pacifique (PRNGOs), les partenaires et les groupes de solidarité soutiennent donc fermement l'affirmation du FLNKS [et des groupes indépendantistes] selon laquelle répondre à la crise actuelle de manière politique, non répressive et non violente est la seule voie vers une solution viable. M. Macron doit répondre à l'appel lancé en faveur de la création d'un groupe de personnalités éminentes (GPE) chargé de veiller à ce que la crise actuelle soit résolue pacifiquement et à ce que l'impartialité soit rétablie dans le processus de décolonisation du territoire occupé.

Une semaine après les violences qui ont éclaté en Kanaky-Nouvelle-Calédonie à la mi-mai, le président Emmanuel Macron a parcouru 10 000 kilomètres pour désamorcer les tensions avec les groupes indépendantistes et rétablir le calme. Après son départ, les représentants du FLNKS et d'autres voix indépendantistes ne sont pas convaincus de l'efficacité de sa visite ni de la sincérité de ses intentions.

Tout en saluant les efforts déployés par toutes les parties pour rétablir le calme ainsi que les assurances données par le président français de retirer le projet de loi électorale

controversé qui a provoqué la tournure violente des événements dans le territoire, nous déplorons :

- le déploiement continu de forces de police et de forces armées supplémentaires dans le territoire, portant le nombre total de troupes à plus de 3 000 en seulement deux semaines, et d'autres encore à venir ; et
- l'augmentation des traitements brutaux et de la force répressive de la part de la police française et d'autres unités armées à l'encontre de la jeunesse de Kanaky.

De source sûre, nous croyons savoir que le gouvernement Macron envisage de soumettre à un référendum en France la question du dégel des listes électorales locales, qui diluera le vote autochtone et indépendantiste.

Nous sommes également informés, de source sûre, que l'échéance de juillet 2024, précédemment prescrite par Macron pour que les parties locales s'accordent sur une formule politique permettant de faire avancer le territoire au-delà des délais prévus par les accords de Nouméa, reste inchangée.

Ces mesures ne peuvent que perpétuer le cycle de répression qui continue d'entraver le processus de décolonisation du territoire et doivent être condamnées avec la plus grande fermeté !

Le rythme et la voie d'une résolution à l'amiable des défis de la décolonisation de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peuvent et ne doivent pas continuer à être dictés à Paris.

Lors des événements de mai 1988, ce même comportement des autorités françaises - refus obstiné d'écouter les populations autochtones, imposition de la volonté coloniale et recours à la force armée - a abouti au massacre d'Ouvéa, une effusion de sang qui aurait pu et dû être évitée.

Nous évoquons ces souvenirs douloureux avec l'espoir que les pertes en vies humaines survenues il y a 36 ans ne seront pas vaines.

En outre, la perte récente de vies et de moyens de subsistance, et en fin de compte, le fait de continuer à refuser la pleine souveraineté au peuple de Kanaky-Nouvelle-Calédonie, ainsi qu'à d'autres "dépendances" françaises dans la région, ne peuvent pas maintenant, ou jamais, être le prix à payer pour toutes les aspirations politiques, géopolitiques et stratégiques non satisfaites que Macron a encore dans notre région du Pacifique Bleu.

L'Alliance, avec ses partenaires et les mouvements de solidarité, félicite les gouvernements du Pacifique, les institutions politiques, les églises, les anciens et les dirigeants communautaires qui se sont exprimés en faveur d'une résolution pacifique de la crise et, à terme, de la libération de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie de la domination coloniale.

En vue de la prochaine session de fond du Comité spécial des Nations Unies sur la décolonisation (C24) qui se tiendra à New York du 10 au 14 juin, nous implorons nos gouvernements du Pacifique, en particulier nos missions permanentes auprès des Nations Unies et les représentants de Fidji et de Papouasie-Nouvelle-Guinée au C24, d'assurer la conclusion appropriée du processus de décolonisation de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie.

En solidarité avec le FLNKS et les autres voix indépendantistes en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, l'Alliance et les partenaires de la solidarité appellent :

1. Le retrait immédiat et inconditionnel du projet de loi constitutionnelle visant à débloquer les listes électorales locales ;
2. Au gouvernement français de reconsidérer, comme une étape essentielle à la désescalade des tensions dans le territoire, tout nouveau déploiement de forces armées en Kanaky-Nouvelle-Calédonie ;
3. A la Présidence française de cesser toute tentative d'imposer des voies conçues et contrôlées de l'extérieur pour déterminer l'avenir politique de Kanaky-Nouvelle-Calédonie, y compris un éventuel référendum en France sur l'option de dégeler les listes électorales du territoire ;
4. Aux autres parties à l'Accord de Nouméa de tenir compte des demandes répétées et non violentes du FLNKS et d'autres voix indépendantistes, au cours des deux ou trois dernières années, de créer des conditions plus propices au dialogue et à la négociation en vue d'un meilleur accord politique, et d'accorder au processus tout le temps nécessaire pour y parvenir ; et
5. Pour la mise en place d'un groupe d'éminentes personnalités françaises, des îles du Pacifique et internationales, en collaboration avec le Forum des îles du Pacifique et l'ONU, afin de servir de médiateur entre les parties et d'assurer les meilleures conditions pour permettre un processus de dialogue juste et pacifique pour l'avenir politique du territoire.

Approuvé par

- **Pacific Elders' Voice**
- **Alliance for Future Generations**
- **PYC- Pacific Youth Council**
- **Citizens' Constitutional Forum**
- **Peace Movement Aotearoa**
- **Pacific Women Mediators Network**
- **PARC- Pacific Asia Resource Center**
- **TNYC- Tuvalu National Youth Council**
- **SEEP- Social Empowerment and Education Program**
- **Kia Mau**
- **Kanaky Aotearoa Solidarity**
- **Vanuatu National Youth Council**
- **Aid/Watch**
- **YWCA- Fiji Young Women's Christian Association**

- **FemLINK pacific**
- **350 Aotearoa**
- **Te Kuaka**
- **AAPS- Australian Association for Pacific Studies**
- **CSFT- Civil Society Forum of Tonga**
- **MILDA - Melanesian Indigenous Land Defense Alliance**
- **FWCC- Fiji Women's Crisis Centre**
- **DIVA- Diverse Voices and Action for Equality**
- **FWRM- Fiji Women's Rights Movement**
- **Elsham Papua**
- **Kewita Learning Initiatives**
- **PAHAM Papua legal Aid**
- **FCOSS - Fiji Council of Social Services**
- **LLCTC-Lauru Land Conference of Tribunal Communities**
- **PCC - Pacific Conference of Churches**
- **Youngsolwara Pacific**
- **PANG - Pacific Network on Globalisation**
- **PIANGO- Pacific Islands Association of Non-governmental Organizations**